

ADDENDUM
À L'ENTENTE DE DÉLÉGATION
DE GESTION D'ACTIVITÉS D'AMÉNAGEMENT FORESTIER
SUR LES TERRES DU DOMAINE DE L'ÉTAT

ENTRE : Le **ministre des Ressources naturelles**, pour et au nom du gouvernement du Québec, agissant par Monsieur Richard Savard, sous-ministre, dûment autorisé en vertu de l'article 5 de la Loi sur le ministère des Ressources naturelles (L.R.Q., c. M-25.2),

Ci-après appelé le « **Ministre** »

ET : **Rexforêt Inc.**, personne morale légalement constituée, ayant son siège au 1195, avenue Lavigerie, bureau 420, Québec (Québec) G1V 4N3, ici représentée par son président du conseil d'administration, Monsieur Yves Lamarre, et son directeur général, Monsieur Marc Lamontagne, dûment autorisés ainsi qu'ils le déclarent,

Ci-après appelée « **Rexforêt** »

ATTENDU QUE les parties ont signé une entente de délégation de gestion d'activités d'aménagement forestier sur les terres du domaine de l'état le 23 juillet et le 16 juillet 2012 respectivement (ci-après désignée l'«Entente de délégation de gestion»);

ATTENDU QUE le Ministre a conclu une entente avec le gouvernement du Canada soit l'Initiative de renforcement de l'activité économique des collectivités du Québec (ci-après désignée l'entente fédérale);

ATTENDU QU'en vertu de cette entente fédérale il y a lieu de faire des modifications à l'Entente de délégation de gestion;

EN CONSÉQUENCE, les parties aux présentes conviennent de ce qui suit :

1. Modifications à l'Entente de délégation de gestion

- 1.1 L'article 4.7 de l'Entente de délégation de gestion est modifié en ajoutant l'article 4.7.4 qui se lit comme suit :

«4.7.4 dans le cadre de l'entente fédérale et des activités financées par celle-ci, à employer, que ce soit elle-même ou les tiers liés à elle par contrat, des travailleurs ayant la citoyenneté canadienne ou le statut de résident permanent, à moins d'avoir obtenu préalablement l'autorisation du Ministre».

- 1.2 L'article 5.1.7 de l'Entente de délégation de gestion est remplacé par le suivant :

«5.1.7 réaliser les travaux d'aménagement forestier inscrits à la programmation annuelle selon les règles de l'art et en conformité avec les lois et règlements applicables étant entendu que dans le cadre de l'entente fédérale et des activités financées par celle-ci, Rexforêt ou un tiers lié à elle par contrat pour exécuter un projet inscrit dans l'entente fédérale, sera entièrement responsable de l'exploitation, de l'entretien et des réparations des infrastructures en découlant».

- 1.3 L'article 5.1.26 de l'Entente de délégation de gestion est modifié pour ajouter la phrase suivante :

«Toutefois dans le cadre de l'entente fédérale, Rexforêt et les tiers liés à elle par contrat pour exécuter un projet inscrit dans l'entente fédérale, doivent terminer les projets et réclamer les coûts au Ministre au plus tard le 31 mars 2013 pour les coûts de l'exercice 2012-2013 et au plus tard le 31 mars 2014 pour les coûts de l'exercice 2013-2014, à défaut de quoi les recours qui sont prévus dans l'entente fédérale pourront être entrepris par le Ministre».

- 1.4 L'article 5.1.27 de l'Entente de délégation de gestion est modifié en ajoutant la phrase suivante :

«Dans le cadre de l'entente fédérale, Rexforêt ou un tiers lié à elle par contrat pour exécuter un projet inscrit dans l'entente fédérale, doit fournir au Ministre sur demande et obligatoirement à tous les trois mois durant la période de financement du projet inscrit, toutes les informations en lien avec les indicateurs de rendement énumérés à l'article 8.2.5 de l'Entente de délégation de gestion.»

- 1.5 L'article 5.1.28 de l'Entente de délégation de gestion est modifié en ajoutant la phrase suivante :

«Dans le cadre de l'entente fédérale, Rexforêt et les tiers liés à elle par contrat pour exécuter un projet inscrit dans l'entente fédérale, doivent tenir des dossiers, comptes et registres appropriés et exacts relativement audit projet».

- 1.6 L'article 5.1.29 de l'Entente de délégation de gestion est modifié en ajoutant les mots suivants à la fin :

«pour assurer le suivi du projet».

- 1.7 L'article 5.1.31 de l'Entente de délégation de gestion est modifié en remplaçant la dernière phrase de l'article par la phrase suivante :

«Reforêt doit conserver lesdits documents au cours d'une période de six ans suivant la date de la réception par le Ministre de la réclamation finale de Rexforêt relative à un contrat».

- 1.8 L'article 5.1.32 est ajouté à l'article 5 et se lit comme suit :

«5.1.32 Dans le cadre de l'entente fédérale et des activités financées par celle-ci, Rexforêt ou un tiers lié à elle par contrat pour exécuter un projet inscrit dans l'entente fédérale, consent à ce que les parties rendent publiques les informations suivantes en lien avec le projet inscrit dans l'entente fédérale :

- i) la nature et le montant du projet ainsi que le montant de l'aide accordée;

- ii) le nom du bénéficiaire et ses coordonnées;
- iii) le nom des actionnaires et dirigeants, le cas échéant».

1.9 L'article 6.1.7 de l'Entente de délégation de gestion est modifié en remplaçant «de l'exercice 2012-2013» par «des exercices 2012-2013 et 2013-2014».

1.10 L'article 13.1 de l'Entente de délégation de gestion est modifié en ajoutant le paragraphe suivant :

«Dans le cadre de l'entente fédérale, les droits et obligations y prévus ne peuvent et ce, jusqu'au 31 mars 2014, sous peine de nullité, être cédés, vendus, ou autrement transportés en tout ou en partie».

1.11 L'article 15 de l'Entente de délégation de gestion est modifié en ajoutant l'article 15.2

«15.2 Dans le cadre de l'entente fédérale et des activités financées par celle-ci, Rexforêt et les tierces parties seront les seuls responsables de leur projet et tiendront le gouvernement du Canada, le gouvernement du Québec et leurs ministres, employés et mandataires quittes et indemnes de toutes les réclamations, les exigences, les pertes, les dommages et les coûts de toute sorte ayant comme fondement une blessure infligée à une personne ou le décès de celle-ci ou des dommages causés à des biens ou la perte de biens attribuable à un acte délibéré ou négligent découlant directement ou indirectement

- i) de la présente entente;
- ii) de l'exécution de la présente entente ou de tout contrat en découlant ou d'une violation d'une de leurs dispositions ou conditions par une tierce partie ou ses dirigeants, employés ou mandataires;
- iii) de l'exploitation, de l'entretien ou des réparations du projet inscrit à l'entente fédérale;
- iv) de toute omission, de tout acte de négligence ou de tout manquement au devoir de la part d'un

dirigeant, d'un employé ou d'un mandataire de la tierce partie».

2. Les parties conviennent que les seuls changements apportés à l'Entente de délégation de gestion sont ceux prévus dans le présent addendum.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé le présent addendum.

Pour le ministre des Ressources naturelles

Originaux signés

Monsieur Richard Savard
Sous-ministre

2013-03-28
Date

Pour Rexforêt Inc.

Originaux signés

Monsieur Yves Lamarre
Président du conseil d'administration

Date

Originaux signés

Monsieur Marc Lamontagne
Directeur général

25/03/2013
Date